

DÉPARTEMENT de la GIRONDE  
ARRONDISSEMENT de BORDEAUX  
Commune de LORMONT

-----  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
-----

EXTRAIT  
du registre des délibérations du conseil municipal  
-----

**Séance ordinaire du VENDREDI 1<sup>er</sup> OCTOBRE 2021**

L'an deux mille vingt et un, le vendredi un octobre, à dix-huit heures,

Le conseil municipal de la commune de LORMONT, convoqué par le maire, s'est réuni à l'Espace Citoyen Génicart sous la présidence de Monsieur Jean TOUZEAU

Présent·es :

Jean **TOUZEAU**, Philippe **QUERTINMONT**, Yasmina **BOULTAM**, Grégoric **FAUCON**, Jannick **MORA**, Stéphane **PÉRÈS DIT PEREY**, Josette **BELLOQ**, Jean-Noël **GOETZ**, Marielle **DESCOUBES SIBRAC**, Geoffrey **RUIZ**, Sylvie **JUQUIN**, Jean-Claude **FEUGAS**, Vincent **COSTE**, Keziban **YILDIZ**, Eric **LEROY**, Karima **TAJRI**, Maria Del Pilar **RAMIREZ**, Olivier **MARTIN**, Valdemar **CAMARINHA FÉLIX**, Maud **LEBLOIS**, Céline **BOUTE**, Nicolas **LE BIGOT**, Levent **OZKAN**, Julie **RECHAGNEUX**, Serge **BLÜGE**, Mathieu **BORDENAVE**, Stéphanie **HARTUNG**, Mónica **CASANOVA**.

Absent·es excusé·es ayant donné procuration :

Maférima **DIAGNE** (procuration Josette **BELLOQ**), Claude **DAMBRINE** (procuration Philippe **QUERTINMONT**), Tayeb **BARAS** (procuration Jannick **MORA** ), Marie-José **SALLABER** (Procuration Sylvie **JUQUIN**), Marouane **ACHRIT** (procuration Stéphane **PERES DIT PEREY**), Gemma **DUFFAU** (procuration Geoffrey **RUIZ**).

Absent :

Richard **UNREIN**.

Conseillers en exercice : 35

Nombre de présents : 28

Nombre de votants : 34

N° 2021/10.01/01

**FINANCES**  
**BUDGET SUPPLÉMENTAIRE**

Monsieur Nicolas LE BIGOT est désigné en qualité de secrétaire de séance.

**Jean TOUZEAU, maire, explique aux membres de l'assemblée délibérante que :**

Le Budget Supplémentaire a vocation chaque année essentiellement à intégrer en Fonctionnement la reprise en recette de l'excédent budgétaire global de la ville constaté au moment du vote du Compte administratif (effectué en mars dernier), et à reprendre en Investissement les restes à réaliser des opérations engagées en 2020 et dont le solde est mandaté en 2021.

Il a aussi pour objet de compléter des crédits de dépenses votés au Budget Primitif qui s'avèreraient insuffisants pour couvrir la réalité des dépenses annuelles engagées.

**EN FONCTIONNEMENT**

**\* En Dépenses**

a) sur le **chapitre 012 de la Masse salariale**, l'exécution des crédits constatée aux 3/4 de l'exercice ressort à 75 % des crédits votés, ce qui paraît serré mais suffisant pour couvrir l'année ; les quelques recrutements prévus sur le dernier trimestre devraient être compensés par les deux mutations prévues vers le CCAS au 1<sup>er</sup> octobre.

b) sur le **chapitre 011 des Fournitures et Prestations**, les besoins suivants ressortent :

+ 200.000 € sur les Fluides : leur enveloppe est régulièrement sous estimée au BP pour permettre l'équilibre budgétaire, en attendant justement la reprise de l'excédent budgétaire reporté au BS pour régulariser

+ 90.000 € sur le budget Informatique : conséquence de coûts de maintenance supplémentaires liés à l'élargissement du périmètre des différents matériels et logiciels, développement des outils de télétravail, quelques prestations non identifiées au BP, retard dans le déploiement de la fibre qui oblige à poursuivre l'abonnement en location auprès du prestataire, qui était censée se stopper cette année

+ 90.000 € sur l'entretien des Espaces verts : surcoût de 20 % lié à la réglementation phytosanitaire, vu et validé lors de l'attribution du nouveau marché 2021 en mars

+ 55.000 € sur l'entretien des Bâtiments et les interventions supplémentaires au Parc de l'Ermitage

+ 50.000 € sur les Chantiers participatifs : rattrapage des actions non réalisées en 2020, et couvertes par des subventions reçues, à justifier

+ 40.000€ sur les prestations Panorama : dépenses décalées sur 2021 de recettes encaissées en 2020

+ 15.000€ sur le budget des Foulées Littéraires : provision pour dépenses supplémentaires tête d'affiche et expo, en plus du marché initial conclu avec Côte Ouest

- 70.000€ en revanche sur le montant du marché des Transports scolaires, suite à changement de prestataire

pour un total de crédits supplémentaires net de **470.000 €**

c) sur le **chapitre 65 des Subventions**, sont à formaliser les engagements pris en cours d'année après le BP :

- les avances traditionnelles aux clubs sportifs (120.000 €)
- le fonds de soutien exceptionnel covid attribué en mars (32.800 €)

et les demandes de complément exprimées par deux partenaires :

- DIDEE, avec une demande d'aide exceptionnelle de 22.000 €, destinée à conforter le fonds de roulement de l'association
- association Villa Valmont, 10.000 €, pour enclencher les premières actions de mise en valeur et en réseau de la nouvelle structure

pour un total de crédits complémentaires de **184.800€**

d) sur le **chapitre 040 des Opérations d'ordre**, il est nécessaire d'ajuster le crédit prévisionnel de couverture de l'amortissement des biens de + **10.000 €**, suite à calcul exact de la dotation annuelle (ce supplément se retrouvera parallèlement en complément de recette en investissement).

Au final, le montant proposé de crédits supplémentaires se porte à **664.800 €**.

#### **\* En Recettes**

La recette principale du Budget Supplémentaire est naturellement constituée par la reprise de la réserve budgétaire héritée des exercices antérieurs, déterminée au moment du vote du Compte Administratif 2020 en mars dernier, qui se monte précisément à **4.557.626, 84 €**.

A cette ressource majeure s'ajoute un complément de 506,20 € au titre des opérations d'ordre de couverture de dotation d'amortissement de subventions d'équipement (que l'on retrouvera parallèlement en dépense sur la section d'investissement).

La Ville ne dispose pas encore de la connaissance exacte du produit 2021 de la fiscalité directe, désormais concentrée sur la seule taxe foncière suite à la suppression de la taxe d'habitation. Il est probable néanmoins que la notification des bases réelles attendue fin novembre se situera en dessous du produit prévisionnel inscrit au BP, en raison notamment de l'impact de l'exonération légale

de 2 ans de la taxe foncière sur les nouveaux logements (même si la Ville a limité l'exonération à 40 % par délibération en juillet dernier). Mais parallèlement, les droits de mutation se révèlent toujours particulièrement dynamiques, et devraient compenser la moins value attendue sur le produit fiscal direct.

Sur les 4.558.133,04€ de recettes à prendre en compte dans ce budget supplémentaire, seraient donc affectés 664.800,00€ à des dépenses complémentaires, et 3.893.333,04€ laissés en réserve.

Il faut rappeler que ces sommes sont des crédits prévisionnels, et que la réserve exacte qui sera arrêtée lors du Compte Administratif 2021 en mars prochain sera vraisemblablement supérieure, en raison de la non consommation à 100 % dans la réalité de l'exécution des crédits de dépenses inscrits. Mais cela dépendra aussi de la réalité du niveau des recettes effectivement constatées.

## **EN INVESTISSEMENT**

### **\* En Dépenses**

Au delà de l'intégration des opérations d'ordre (écritures d'autofinancement et de restes à réaliser issus du Compte Administratif 2020), la question se posait d'inscrire au BS des compléments de crédits, liés notamment aux réponses attendues sur des demandes de subventions sollicitées dans le cadre du Plan de Relance. Suite à la rencontre du 26 août avec le secrétaire général de la Préfecture, le bilan est malheureusement très décevant :

→ Aménagement de l'Esplanade Mitterrand : rien n'est accordé sur les 600.000€ de DSIL sollicitée, donc il faudra compléter à côté des 225.000€ obtenus du Département par 375.000€ d'emprunt, sachant que l'opération a été lancée

→ Aménagement Entrée Parc du Haut Carriet : rien n'est accordé sur les 120.000 € de DSIL sollicité, les fonds FEDER demandés seront au mieux attribués en novembre, il est donc décidé de différer l'inscription éventuelle des crédits de l'opération au BP 2022

→ Rénovation énergétique des bâtiments : sur les 445.000€ de subvention sollicités au titre du Plan de relance (taux espéré de 80%), seules 2 opérations sur 11 ont été retenues, pour un montant dérisoire de 26.000€, à un taux de 20 %... Si la Ville décide de réaliser ces deux opérations, il faudra inscrire un montant net à la charge de la Ville de 100.000€, financé par emprunt. La proposition serait d'inscrire plutôt ces crédits au BP 2022, qui ne pourront pas se réaliser en pratique sur ce dernier trimestre, et de re-présenter au financement de la DSIL une partie du programme non retenu en 2021.

→ Investissements informatiques : rien d'accordé sur le logiciel gestion des signalements, mais deux subventions de 30.000 € chacune, obtenues sur l'extension du portail usagers de l'ECG (la dépense était déjà inscrite au BP), et sur l'équipement numérique des Ecoles (un reste à charge de 14.300 € devra être inscrit au BS)

En terme de crédits complémentaires, il conviendra d'inscrire :

→ 167.000€ pour l'opération lourde de décontamination des archives (réalisée en 2020 et payée en avril 2021)

→ 100.000€ pour les grosses réparations entreprises sur le Pôle culturel du Bois Fleuri (en attendant les remboursements sollicités dans le cadre de l'action en justice)

→ 125.000€ de travaux sur le Patrimoine scolaire (modulaire supplémentaire au Grand Tressan et compléments sur la réfection des cours à Paul Fort)

Les dépenses se monteraient ainsi à un total de **1.501.798, 51 €**.

NB Il conviendra enfin de procéder à deux virements de crédits sans incidence car équilibrés :

→ 100.000€ de l'article 2183 Matériel informatique vers l'article 2051 Logiciels informatiques (réaffectation interne au budget Informatique)

→ 80.000€ de l'article 2188 Autres immobilisations vers l'article 2183 Matériel de bureau (modification d'imputation demandée par le TP sur l'acquisition du parc de copieurs)

#### **\* En Recettes**

En plus des recettes amenées par la reprise des opérations d'ordre (autofinancement, restes à réaliser, amortissement), les recettes réelles complémentaires proposées au BS proviennent de :

→ subventions Plan de relance investissements informatiques : 60.000 €

→ complément subventions Bordeaux Métropole : 307.143€, dont notamment le solde de la subvention sur la réalisation de la Salle de Gymnastique Ladoumègue, agrémenté d'un surplus de 58.894€ attribué au prorata du coût exact de la structure

→ subvention Département Esplanade Mitterrand : 225.000€, obtenue en cours d'année 2021, avec un complément de 75.000€ à demander sur 2022

→ subvention Département Fil Vert Haut Carriet : 85.364€, obtenue en cours d'année 2021, avec montant équivalent à inscrire sur 2022

Néanmoins, même remarque que pour la réserve budgétaire en Fonctionnement, ce montant d'emprunt consolidé de 3.549.299,20€ est une inscription prévisionnelle, et la mobilisation effective d'une tranche d'emprunt en fin d'année, ajustée aux besoins réels de l'exécution budgétaire en Investissement, devrait plutôt se situer à un maximum de 2.000.000€.

**Ceci étant exposé, il est donc demandé à l'assemblée délibérante d'adopter les termes de la délibération suivante :**

**La Ville de Lormont,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier son article L1612-12 ;

**Entendu** le rapport de présentation,

**Considérant** que le Budget Supplémentaire a vocation chaque année :

\* d'intégrer les résultats comptables des deux sections de Fonctionnement et d'Investissement, ainsi que les restes à réaliser, approuvés lors du Compte Administratif (en juin 2020)

\* d'ajuster les prévisions de dépenses et de recettes votées au Budget Primitif (voté en décembre 2020)

**Décide :**

**Article unique :**

D'approuver le projet de Budget Supplémentaire 2021 joint en annexe :

\* 4.558.133, 04 € en section de Fonctionnement

\* 1.501.798, 51 € en section d'Investissement

**VOTE :**

**POUR :**

29 – Groupe majoritaire « Nous, Lormont »,

2 - Groupe « Naturellement Lormont »

**ABSTENTION**

1 - Groupe « Nouveau Parti Anticapitaliste »

**CONTRE**

2 – Groupe « Lormont, Ville Française »

*Le maire, Jean TOUZEAU :*

*\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*

*\* informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

FAIT A LORMONT, le 4 octobre 2021

pour extrait certifié conforme au registre des délibérations,

**Le maire,**

**Jean TOUZEAU**